



# **“L’EUROPE EN CONSTRUCTION”**

**L’UNION EUROPEENNE, LES ETATS-UNIS ET L’AMERIQUE LATINE**

Mémoire de géopolitique

du LCL Adolfo ZEPEDA MARTINEZ

Dans le cadre de l’étude dirigée “L’Europe en construction”

Directeur : Philippe MOREAU DEFARGES  
de l’Institut d’Etude Politique de Paris

Avril 2001

# SOMMAIRE

## PARTIE I. LES ETATS UNIS ET LE RESTE DU MONDE.

Recommencer le monde.

La naissance de l'Amérique monde.

La diplomatie de George Bush et de Bill Clinton.

## PARTIE II. L'UNION EUROPEENNE ET L'AMERIQUE LATINE .

Vers une nouvelle Amérique Latine.

Les regroupements régionaux.

L'Union européenne : un modèle et un partenaire.

Perspectives.

# I. LES ETATS-UNIS ET LE RESTE DU MONDE

## 1.1 Recommencer le monde.

Ce n'est pas d'hier que le rapport entre les Etats-Unis et le reste du monde a quelque chose de particulier. Comme les Américains se considèrent depuis toujours, nous l'avons vu, comme une nation fondée sur des principes, il n'est pas surprenant qu'ils se sentent investis d'une mission. Thomas Paine n'hésitait pas à le proclamer haut et fort : « Il est dans notre pouvoir, affirmait-il sans ambages, de recommencer le monde. Une situation semblable ne s'est pas présentée depuis l'époque de Noé. La naissance d'un nouveau monde est à la portée de nos mains ».

Les Etats-Unis naissants ne se sont pas engagés dans une politique active. Ils ont suivi les recommandations de Washington et de Monroe : interdire leur hémisphère aux puissances européennes, s'abstenir d'alliances permanentes

Il ne faut pas s'y tromper, cet isolement n'était pas de l'indifférence. Ils n'avaient pas renoncé à influencer l'univers Ils pensaient qu'ils le feraient par la vertu de l'exemple sans s'impliquer dans l'action. Jefferson disait que leur devoir était d'apporter au monde la démonstration des vertus de la liberté. Que leur « modèle », comme on ne disait pas encore, soit le meilleur et doive donc d'une manière ou d'une autre, être imité ailleurs, peu d'Américains en doutaient. Le refus des engagements extérieurs se renforçait du mépris que ce peuple sûr de sa vertu éprouvait pour les jeux impurs des souverains européennes : jeux de puissance, teintés de corruption, arrangements secrets, mépris du droit

Depuis, les Etats-Unis ont eu trois fois l'occasion de « recommencer le monde ». En 1919, Wilson a voulu montrer, en fondant le règlement de paix sur les principes, que l'Amérique n'avait pas combattu pour la seule défense d'intérêts nationaux. Le pays ne l'a pas soutenu. Une deuxième fois, en 1945, Roosevelt est bien parvenu à mettre sur pied la construction internationale qu'il avait en tête, mais devant l'opposition frontale avec l'Union soviétique, les Etats-Unis ont dû renoncer à organiser la co-gestion du monde par une escouade de vainqueurs – les « quatre policiers » américain, russe, la remplacer par un effort destiné à contenir la poussée de l'empire soviétique, la troisième occasion s'est présentée. Sans rivaux, seule capable d'être le médiateur universel, l'Amérique allait - elle « recommencer le monde ». Cette fois serait – elle la bonne ?

Après soixante – quinze ans de rivalité, la défaite du communisme marquait le début d'une ère nouvelle. Les Américains avaient toutes raisons de penser que cette ère serait la leur. La déconfiture soviétique ravivait leur conviction dans l'excellence de leur système. L'Amérique n'allait – elle pas se saisir de la nouvelle situation et jouer à la fois le rôle du producteur, du scénariste et du metteur en scène de ce grand spectacle : L'entrée de l'humanité dans un nouveau cycle historique ?

## 1.2 La naissance de l' « Amérique – monde »

En dépit de sa puissance, manifeste dès le début de XX siècle, l'Amérique restait très provinciale. Refusant de se laisser imposer les mœurs et les querelles des vieux Etats européens perçus comme décadents, elle se satisfaisait de la rude culture des pionniers. Pieuse et vorace à la fois, elle construisait son utopie à l'écart des événements de la planète. Il y avait tellement d'espaces à conquérir, de besoins nouveaux à satisfaire, que l'étranger n'était qu'un lieu d'où l'on émigrerait. Ou un marché d'appoint pour la production agricole.

Les Etats – Unis se plaisaient ainsi à vivre telle une île lointaine et inexpugnable. En matière de sécurité nationale, on était isolationniste. Quant à l'économie, il s'agissait surtout de protéger l'industrie naissante par de robustes tarifs douaniers. Certes, la Première Guerre mondiale avait entrouvert la porte du monde aux Etats – Unis. Et la volonté rooseveltienne de promouvoir le libre – échange avait contraint les industriels à commencer à penser à l'univers extérieur. Mais l'ancienne méfiance envers une planète peuplée de barbares, prêts à piéger l'Amérique dans les rets de leurs passions destructrices, restait vivace.

La guerre et la victoire en Europe et dans le Pacifique auront pourtant raison de cette prudente réticence. L'Amérique dorénavant sera irrémédiablement impliquée dans les affaires du globe : elle était devenue, nolens volens, le leader du « monde libre » face à l'empire soviétique.

En 1946, le président Harry S. Truman se demandait s'il allait pouvoir résister à une démobilisation immédiate des troupes. Il n'avait pas tort : la clameur pour ramener les boys à la maison était si assourdissante qu'en 1950 il ne restait plus que 600 000 hommes sur les 7.2 millions que comptait l'armée américaine à la fin du conflit. « Un déroutement », se lamentait le secrétaire d'Etat américain, le général George Marshall. Le blocus de Berlin par l'Armée rouge en 1948 et la guerre de Corée en 1950 mirent fin à ce renouveau des sentiments isolationnistes.

### 1.2.1 Le métier de leader mondial

La Maison Blanche s'est donc retrouvée avec la charge de définir et d'organiser les plans de défense de l' « Occident ». Or la politique d' « endiguement » (containment), adoptée dès le début de la guerre froide, supposait un long siège de l'URSS... jusqu'à ce qu'elle s'écroule d'elle – même. Washington se condamnait ainsi à gérer pendant une période indéterminée un vaste réseau d'alliances politiques et économiques, ainsi que les formidables déploiements de troupes nécessaires à la tâche.

Dès 1947, la présidence américaine disposera de deux nouveaux instruments spécialisés dans la gestion de ses intérêts mondiaux : un service de renseignement chargé de l'espionnage, du contre – espionnage et de l'analyse de la réalité internationale attaché directement au Bureau ovale et responsable du suivi de (la Central Intelligence Agency) et le Conseil national de sécurité (NSC), attaché directement au Bureau ovale et responsable du suivi de l'actualité au jour le jour. En 1949, le Congrès donne son accord pour la création du premier département de la Défense intégré de l'histoire des Etats-Unis (le « Pentagone », en référence à la forme de l'immeuble occupé par les responsables militaires pendant la guerre). Celui – ci se transformera rapidement en une organisation tentaculaire, administrant ses propres services de renseignement, et ses bases réparties sur toute la planète.

En matière d'économie internationale, le président bénéficie dès 1946, d'un Conseil économique . Celui – ci est chargé d'évaluer non seulement l'état de l'économie nationale, mais aussi les problèmes posés par le grand réseau d'organismes multilatéraux mis en place par les Etats-Unis : le fonds monétaire international et la Banque mondiale, le plan Marshall et l'Organisation européenne de coopération économique, l'Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers. L'administration américaine avait un autre fardeau : ses responsabilités au sein de l'Organisation des nations unies établie en 1945 à New York . Un fardeau considérablement alourdi par les alliances politico – militaires régionales telles l'Organisation des Etats américaines, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, le Pacte du Pacifique ou le Pacte de l'Asie du Sud-Est.

Le saut était brutal pour un pays jusque-là replié sur lui même et ne disposant que d'un nombre relativement réduit de cadres qualifiés dans les affaires internationales. Il fallait remplir d'urgence tous les nouveaux postes créés aux Etats-Unis et à l'étranger-110

nouvelles représentations diplomatiques sont ouvertes entre 1950 et 1990. Les départements internationaux des universités s'étoffent et on accélère la formation de spécialistes. A Washington, les centres de recherche indépendants sur des problèmes de sécurité ou de politique étrangère prolifèrent. L'Exécutif n'est pas seul à faire appel à une nouvelle génération de fonctionnaires dont l'horizon n'est plus uniquement l'Amérique. Le Congrès, lui aussi, doit s'adapter à ce nouveau leadership mondial : les sénateurs et représentants, en particulier ceux qui siègent dans les commissions des affaires étrangères, des forces armées ou du commerce, sont contraints de s'entourer de conseillers, chaque jour plus nombreux, spécialistes des problèmes internationaux.

La presse, à son tour, est obligée de tenir compte de l'extension de l'influence américaine dans le monde. Il est vrai qu'aujourd'hui encore, la plupart des médias aux Etats-Unis ne s'occupent pratiquement pas des événements qui se produisent hors des frontières du pays. Mais depuis les années cinquante, les quelques grands journaux et hebdomadaires de qualité ont considérablement accru leur « couverture » de l'étranger. La création au début des années quatre-vingt de la chaîne de télévision CNN, spécialisée dans les informations en direct du monde entier, met l'actualité de la planète à la portée immédiate de l'Amérique.

Le Pentagone, quant à lui, est l'un des principaux canaux dont disposent les responsables américaines pour acquérir une expérience internationale. La rotation des officiers entre les différents postes, au pays et à l'étranger, oblige à un important travail de préparation : les militaires, bien que vivant souvent en vase clos, avec leurs propres magasins et centres de divertissement, sont tenus de se familiariser avec la culture et les mœurs de la région où ils servent. Les « manuels de terrain » des forces armées américaines sont connus pour leur précision, leur amour du détail sociologique et, parfois... leur maladresse. Au cours de leur carrière, les officiers ne deviennent pas forcément des cosmopolites convaincus, mais bon gré mal gré, ils se frottent aux cultures de la planète, comme d'ailleurs les simples soldats. Cet apprentissage sur le terrain à l'office de leader international a même été étendu aux civils avec la création du Peace Corps par le président Kennedy en 1961. Combien d'anciens jeunes volontaires de cette d'aide au développement ne se sont-ils pas retrouvés à des postes de responsabilité dès les années soixante-dix ?

Cette évolution vers une conception plus « internationaliste » des intérêts américaines ne pouvait rester cantonnée à la seule élite politico-militaire. Les marchés mondiaux, s'ouvraient sous la pression de la Maison Blanche, constituaient une nouvelle

frontière beaucoup trop prometteuse pour que les bousinessmen les dédaignent. En 1960, les exportations américaines de biens, services et revenus ne représentaient que 5,9% du P.N.B. américain . Mais la libéralisation des échanges commerciaux a eu pour effet d'accélérer l'intégration de l'économie américaine au reste du monde...et viceversa. En 1991, les exportations atteignaient 12,4% du P.N.B .et apparaissaient comme le secteur le plus dynamique du pays. Simultanément, le poids des importations passait lui aussi de 4,6% en 1960 à 12,4% en 1991.

Une telle explosion du commerce international devait avoir un impact profond sur les entreprises américaines. En effet , il ne s'agissait pas uniquement de savoir administrer les achats et les ventes à l'étranger . Il fallait aussi , au fur et à mesure de la mondialisation de la économie , maîtriser une politique d'investissements hors du territoire national, la gestion des changes , les circuits boursiers, les instruments internationaux de mobilisation des capitaux...

L'interdépendance économique entre l'Amérique et le monde a rapidement rendu caduque une vision purement nationale. Au début du gouvernement Carter en 1977, les actifs accumulés des Etats-Unis à l'étranger s'élevaient à 519 milliards de dollars .Après les dix années de pouvoir républicain, ils atteignaient 1960 milliards. Inversement, les actifs étrangers aux Etats-Unis passaient au cours de cette période de 328 milliards à 2321milliards (une somme équivalente à la moitié du P.N.B. américaine estimé à 5671 milliards de dollars courants en 1991).

### 1.2.2. Washington, capitale de la planète.

L'internationalisation des Etats-Unis s'effectue ainsi à une vitesse vertigineuse. Le maître d'œuvre de ce bouleversement historique a été l'administration de Ronald Reagan .Une bonne partie de ses principaux responsables provenait d'ailleurs des milieux d'affaires ayant des intérêts transnationaux – une grande maison de change de Wall Street comme Merrill Lynch ou une compagnie d'ingénierie multinationale comme Bechtel.

Cette révolution économique, il est vrai, a été achetée à crédit. Au début du mandat présidentiel reaganien, en 1981, l'Amérique était le plus grande créancier de la planète. En 1989, quand « Ronnie » quitte le pouvoir, elle en était devenue le principal débiteur. En huit ans , Ronald Reagan a fait cadeau à ses citoyens d'un boom en bonne partie financé par le reste du monde : la somme des dettes intérieures et extérieures américaines passe de 26,3% à 42,9% du P.N.B. Mais soyons justes : ce pourcentage, qui

diminue lentement depuis 1990, est bien inférieure à ceux enregistrés pendant les administrations Roosevelt, Truman, Eisenhower et Kennedy.

Il est curieux cependant de constater le peu d'intérêt- sauf verbal- traditionnellement manifesté par la Maison Blanche et le Congrès pour le trou dans les caisses de l'Etat . Il ne s'agit pas seulement , comme on le prétend souvent à l'étranger, de simple irresponsabilité politique, même si le Législatif à Washington est connu pour son allergie aux coupes budgétaires et aux hausses d'impôts. En réalité , les Etats-Unis , au moins jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, savaient pertinemment que le reste du monde était beaucoup très dépendant de leur puissance économique pour ne pas continuer à financer leur croissance. Quel endroit plus sûr pour placer ses capitaux quand trop d'incertitudes et de risques pèsent encore sur l'Europe ou l'Asie-Pacifique ?.

L'Amérique a ainsi profité d'un flux ininterrompu de crédits et d'investissements privés étrangers. Elle bénéficie, en outre , d'un privilège unique : celui de pouvoir s'endetter dans sa propre devise . Le dollar étant la principale monnaie de réserve du monde, les Etats-Unis peuvent espérer vivre à crédit longtemps encore. Ils ne sont pas prêts d'être déclarés en faillite par qui que soit. La dette dans ces conditions paraît davantage une manifestation de force que de faiblesse. N'oublions pas que les grands emprunts de l'ère Reagan, contractés en dollars forts, sont remboursés dans les années quatre-vingt-dix avec un billet vert valant deux fois moins. Les épargnants japonais, friands des obligations d'Etat américaines, se demandent encore où est la bonne affaire !.

Les Etats-Unis étant situés au centre du système financier international, le monde entier devient de facto territoire national américaine, au moins s'agissant de la gestion des emprunts financiers. La confiance des investisseurs a cependant des limites. Un déficit qui échapperait à tout contrôle susciterait des inquiétudes quant aux possibilités de l'Etat américaine d'honorer ses dettes. Mais surtout , la ponction impériale ne doit jamais dépasser un seuil susceptible de conduire à la ruine des provinces. Le problème n'est pas sans rappeler une autre manifestation de puissance, la dissuasion nucléaire : celle-ci n'est crédible que si les protagonistes prouvent en permanence qu'ils contrôlent l'inévitable course aux armements atomiques. De même qu'on ne « désinventera » pas la Bombe, on ne fera pas disparaître la dette américaine. Mais avec un déficit fédéral en hausse constante, et qui atteinte 332 millions de dollars en 1992, la Maison Blanche et le Congrès sont contraints de

démontrer au minimum leur capacité à maîtriser les processus de décision budgétaire. Un défi, nous le verrons, relevé par le président Clinton.

En attendant, la mondialisation de l'espace américain se reflète déjà sur la politique intérieure. Les délibérations au Congrès, les décisions de la Maison Blanche ou de la Cour Suprême, les nouvelles lois ont toutes une incidence directe, et de plus en plus importante, sur le reste de la planète. Les décisions monétaires ou financières de la Réserve fédérale ou les réglementations commerciales peuvent affecter directement la marge de manœuvre d'Etats aussi puissants que l'Allemagne et le Japon. Il y a là, pour un grand nombre d'industries étrangères, la différence entre le succès et la faillite. On comprend dès lors que les intérêts extérieurs les plus divers commencent à s'impliquer dans le processus politique américaine.

Deux canaux privilégiés permettent d'avoir quelque influence à Washington : les fameux « lobbies » (groupes d'intérêts constitués et officiellement enregistrés auprès des autorités) et les Comités d'action politique (P.A.C.) autorisant le financement légal des campagnes électorales. La très grande majorité de ses groupes de pression défend, bien entendu, des intérêts strictement sectoriels américains. Mais depuis quelques années, tous les pays du monde s'y sont mis également. En 1991, 112 pays étrangers s'étaient déjà attachés les services d'un lobbyist attiré et parfois deux : l'un représente le gouvernement, l'autre... son ambassade. Sans compter ceux qui agissent au nom d'entreprises ou d'associations de producteurs étrangers. Ainsi, en 1992, 850 groupes d'intérêts non américains – y inclus gouvernements, ambassades et ministères – avaient pignon sur rue dans la capitale des Etats-Unis. Parmi les plus actifs : Japon (145 groupes), Canada (62), Grande Bretagne (60), Allemagne (45), Corée du Sud (37), France (32), Brésil (26).

Le total des contributions étrangères aux campagnes électorales américaines est difficile à chiffrer précisément. Leur impact, bien que marginal par rapport aux sommes gigantesques fournies par les P.A.C « nationaux », est néanmoins assez important pour que le problème ait suscité une polémique au cours de la campagne présidentielle de 1992. Lors des élections législatives de 1985-1986, les entreprises étrangères installées aux Etats-Unis avaient apporté officiellement quelque 2,2 millions de dollars à divers candidats, républicains et démocrates (une somme représentant près de 4,7% et 3,8% du total). Bill Clinton, on l'a vu, a d'ailleurs mis en vigueur un code de conduite « éthique » pour ses principaux collaborateurs : lors qu'ils quitteront leurs fonctions au gouvernement, ils

devront renoncer pour la vie à représenter des intérêts étrangers .Jusqu'ici , cette interdiction valait pour une année seulement.

Les Etats-Unis abordent donc la dernière décennie du siècle en ayant subi une extraordinaire métamorphose. En une quarantaine d'années , l'imbrication de leur vie économique et politique dans celle de la planète est telle qu'ils nous faut concevoir dorénavant un grand ensemble : l' « Amérique-monde ».Le 3 novembre 1992, jour où les Américaines ont élu leur quarante-deuxième président , a fourni le meilleur exemple de cette nouvelle réalité. Partout dans le monde, des heures durant , les chaînes de télévision ont diffusé en direct le dépouillement du vote , avec force commentaires et reportages. Comme si chacun avait conscience de suivre une élection « intérieure » , un événement capital pour l'avenir de sa propre nation , voire même de sa propre famille. Une sorte de suffrage censitaire mondial ouvert exclusivement aux personnes ayant acquis la citoyenneté américaine et , indirectement, aux groupes de pression étrangers assez riches pour y exercer une influence.

Mais si toute la planète est impliquée dans le destin des Etats-Unis , ces derniers ne peuvent ignorer le reste du globe. Leurs intérêts – politiques, économiques, culturels – sont si étendus que la différence entre politique « nationale » et « internationale » est de plus en plus ténue . Les élites au pouvoir à Washington doivent chaque jour davantage arbitrer entre des choix strictement nationaux et la prise en compte d'engagements plus vastes. L'accord de libre –échange NAFTA en est l'exemple type : certains Etats du Middle-West seront contraints à des sacrifices sur l'emploi et les investissements , au nom d'un nouveau dynamisme économique relancé par la création d'un grand marché nord-américain.

Le territoire des Etats-Unis et sa population demeurent , bien entendu , le fondement de la puissance américaine. Mais ils ont cessé d'être les seuls facteurs de référence et ne constituent plus qu'un des espaces - certes crucial- du grand ensemble « Amérique monde ».L'internationalisation des dirigeants politiques et économiques transforme donc peu à peu la Maison Blanche , et même le Congrès , en une sorte de centre politique mondial .Un pôle de décision s'articulant sur une capacité de médiation d'une multitude d'intérêts disparates et de toutes nationalités.

### 1.3. La diplomatie de George Bush et de Bill Clinton.

Si toutes les conditions semblaient réunies en 1990 pour que les Etats-Unis assument un rôle de leaders , un élément essentiel n'était pas assuré : la volonté du peuple américain. Elle était présente dans les sphères dirigeantes , pas dans la masse du public

Lorsque le mur de Berlin est tombé , les Américains n'étaient pas préparés à un succès aussi fulgurant. Ils étaient loin d'avoir une mentalité de triomphateurs. Le débat sur le déclin était en cours. La concurrence du Japon était encore redoutée. L'ouverture du marché unique européen suscitait des inquiétudes. George Bush pensait que la fin de la guerre froide allait présenter à nouveau à l'esprit de ses compatriotes, non pas de toute l'ambition de « recommencer le monde », mais bien au contraire la tentation d'un retour à l'isolationnisme. Que les Américains y cèdent , et partout dans le monde, notamment en Europe , des situations présentent des enjeux économiques ou stratégiques majeurs pour les Etats-Unis pourraient évoluer sans qu'ils soient en mesure de les contrôler.

Ainsi la victoire en Europe n'avait pas que de bons côtés . L'éclatement du bloc soviétique faisait resurgir des antagonismes ethniques , créant des problèmes de sécurité d'un type nouveau , difficiles à maîtriser . Surtout la disparition de la menace soviétique pouvait entraîner des effets pervers .Les liens euro-américains noués en cinquante ans de guerre froide pouvaient être remis en cause , soit par le public américain fatigué , soit par les Européens désireux de redevenir eux mêmes. Pour ces raisons le premier souci de George Bush a été de maintenir les Etats-Unis présents et actifs sur le vieux continent. Il s'y est efforcé en oeuvrant pour le maintien de l'OTAN et la réunification de l'Allemagne.

George Bush jugea que le maintien de l'OTAN était le seul moyen de faire accepter à l'opinion et au Congrès la continuation de la présence américaine en Europe. Il en conclut que l'Amérique devait tout faire pour conserver , et même ,paradoxalement, revitaliser l'Alliance Atlantique. D'autre part , évaluant le poids futur des différentes nations européennes, il observait que l'Allemagne serait dans la période qui s'ouvrirait le pays leader , et que l'intérêt des Etats-Unis était de s'appuyer sur elle.

D'où la double stratégie qu'il choisit très tôt et qui fut brillamment exécutée par Jim Baker : premièrement, les Etats-Unis devaient appuyer à fond Helmut Kohl dans ses efforts visant à l'unité de son pays ; deuxièmement , ils devaient exiger avec une fermeté absolue que l'Allemagne réunifiée soit membre de l'OTAN.

Si l'Amérique apparaissait aux yeux des Allemands comme l'allié auquel ils étaient le plus redevables de leur unité , alors sa participation aux affaires européennes serait assurée

.Si elle parvenait à faire admettre à tous les protagonistes, et principalement aux Soviétiques, l'appartenance de l'Allemagne réunifiée à l'Alliance Atlantique, alors personne ne pourrait plus mettre en doute la légitimité du maintien de cette alliance, même dans une Europe sans guerre froide. Dans cette Europe nouvelle, l'Alliance Atlantique aurait à jouer un rôle nouveau.

Il ne resterait plus à ses membres qu'à imaginer en quoi ce rôle pourrait bien consister.

L'insistance sur l'inclusion de toute l'Allemagne dans l'OTAN comportait deux autres aspects.

Elle était pour l'Amérique une claire affirmation de victoire. L'OTAN triomphait, le Pacte de Varsovie allait disparaître. Cette spectaculaire asymétrie soulignait de manière éclatante la défaite de l'URSS. Tout arrangement comportant des éléments de neutralité aurait masqué cette déconfiture et diminué le triomphe américain.

D'autre part l'OTAN maintenue pourrait devenir le môle central autour duquel se bâtirait la nouvelle Europe. A cet égard, un projet américain commença à se dessiner. Quelles que soient les amabilités diplomatiques avancées de part et d'autre pour atténuer la perception des oppositions, il est clair que ce projet était en partie concurrent de l'idée française, parfois partagée par certains partenaires européens, selon laquelle c'était la Communauté européenne qui devrait être l'organisation structurante.

La politique américaine depuis la fin de la guerre froide s'est assigné deux objectifs principaux. L'un d'eux est ce projet européen, ou plutôt euro-atlantique. L'autre est le « « Nouvel Ordre Mondial » »

### 1.3.1 La Communauté euro-atlantique de Vancouver à Vladivostok .

Le projet américain consistait à bâtir ce que Jim Baker appelait en 1991 « une Communauté Euro-Atlantique, de Vancouver à Vladivostok ». Il s'agissait de faire de l'alliance militaire entre l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest une vraie communauté politique et économique, de l'étendre en direction de l'est et enfin d'associer la Russie à cet ensemble, sans oublier les autres Etats ayant autrefois fait partie de l'Union soviétique.

Ce projet « euro-atlantique » fournissait la clé de l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis de l'intégration européenne. Favorable à l'origine à l'œuvre de Monnet et de Schuman parce qu'elle contribuait au « containment » de l'URSS, l'Amérique, tout en continuant à affirmer cette approbation de principe, n'a pas vraiment accepté toutes les conséquences

commerciales et politiques de l'intégration européenne. Après la chute du mur , il devint clair que les Etats-Unis seraient favorables à la poursuite du processus européen seulement dans la mesure où les Européens seraient d'accord pour que leur Union se range dans ce vaste ensemble mondial dont le leader était tout désigné.

Que signifie en pratique pour les Etats-Unis l'appartenance de l'Union européenne à l'ensemble euro-atlantique ? Le concept est quelque peu paternaliste . Les Etats-Unis veulent de nouvelles formes de coopération et de consultation entre l'Union et les Etats-Unis. Ils entendent prodiguer leurs conseils sur les sujets délibérés par les membres de l'Union, y compris ceux qui relèvent de la seule compétence des Européens (par exemple lorsqu'ils « pressent » l'Europe d'accueillir la Turquie dans l'Union). Les Etats-Unis désirent participer indirectement , mais de très près , à la définition de ce qu'on appelle la « politique extérieure et de sécurité commune ». Ils demandent que la constitution d'une défense européenne autonome laisse intacte la prééminence de l'OTAN. Ils tiennent en particulier à ce qu'elle ne concerne que les opérations extérieures de maintien de la paix ou d'intervention humanitaire, ou plus précisément celles auxquelles eux-mêmes souhaiteraient ne pas participer , et à ce que tout se déroule selon des systèmes de commandement garantissant le contrôle des autorités militaires de l'Alliance Atlantique sur l'activité « autonome » des Européens.

Au stade actuel, cette vision américaine de l'insertion de l'Union Européenne dans l'ensemble atlantique s'est fort bien traduite dans la réalité. Là où l'Union européenne se défend avec le plus d'opiniâtreté, c'est le contentieux commercial, domaine, il est vrai capital, où elle est représentée par la Commission. Pour le reste, les américaines ne peuvent que juger que l'Europe est « sous contrôle ». Elle est entravée par ses propres divisions. Les pays maîtres de l'Union élaborent des propositions communes quand ils sont entre eux , mais dès qu'ils sont en présence des Etats-Unis, que ce soit à l'OTAN, à l'OCDE ou au G-8, ils manquent presque tous du courage nécessaire pour les défendre. L'Europe va à l'élargissement sans avoir renforcé ses institutions. On a même ouvert à la Turquie comme le souhaitaient les Etats-Unis. Il se peut qu'une défense européenne prenne corps peu à peu, compte tenu d'expériences comme celle du Kosovo, où les Européens ont touché du doigt la disproportion de leurs moyens au regard de leurs prétentions, et ont éprouvé la rigueur de la férule américaine dans l'OTAN . Mais ce qui se fait à cet égard est lent, souvent velléitaire et très confus.

D'autre part, l'évolution de l'Europe centrale a largement confirmé la conviction des Américaines que c'était vers eux que les pays de cette région regardaient d'abord . Les Etats-Unis ont poussé leur avantage en s'appuyant sur le besoin de sécurité de ses pays. En mettant en marche en 1997 le processus d'élargissement de l'OTAN, ils ont assuré que l'Europe nouvelle avait toutes chances de se construire selon le schéma qu'ils avaient élaboré il y a dix ans, plutôt que sur le concept française, lequel , à vrai dire, n'a jamais pu se présenter comme un projet précis , réaliste et attrayant puisqu'il butait sur des contradictions difficiles à surmonter entre l'idée d'une Europe puissante et donc cohésive et l'aspiration des pays d'Europe Orientale à un élargissement rapide d'Union. L'influence américaine à l'Est de l'Europe s'est nourrie des déceptions ressenties à cet égard.

Quand de Gaulle dans les années 1960 pensait à l'avenir à long terme de l'Europe , il voyait l'influence soviétique sur l'Ouest se retirer symétriquement , comme une marée qui baisse, découvrant une « Europe européenne » . Il était facile dès cette époque de voir ce qu'avait d'erroné l'équivalence qu'il établissait entre ce qu'il appelait « les deux hégémonies ». Au

moment de l'écroulement soviétique , non seulement l'influence américaine n'a pas quitté l'Europe de l'Ouest , mais elle à triomphé à l'Est à un tel point que les Etats-Unis n'auront pas de meilleurs auxiliaires , dans leur politique tendant à diluer les Européens dans l'ensemble atlantique , que les Etats-Unis de cette zone.

La seule question sur laquelle la politique américaine a achoppé est celle de l'association de la Russie à l'ensemble « euro-atlantique ». Les Russes n'en demandaient pas tant. Ils voulaient être reconnus comme un acteur à part entière, ce qui a été fait en principe par leur intégration progressive dans le groupe des principaux pays industrialisés.

Il y a une bonne part de feux – semblant dans cette admission. Une coopération plus authentique a été rendue malaisée par les difficultés de la transition en Russie et par les frustrations formidables engendrées chez les Russes par leur spectaculaire recul des années 1989 à 1991. Les américaines n'ont certes pas facilités les choses en piétinant comme ils l'ont fait les plates – bandes de la Russie au Caucase et en Asie Centrale, où elle estime avoir des intérêts particuliers. D'autre part, lorsqu'ils se sont lancés dans l'élargissement de l'OTAN à la Pologne, à la Hongrie et à la République tchèque – en le présentent, circonstance aggravante, comme une première étape – ils ont rendu difficile d'atteindre une relation coopérative avec la Russie.

De sorte que le fameux ensemble de Jim Baker , à l'heure actuelle, comprend bien Riga et Kiev , et va même , d'une certaine façon , jusqu'à Bakou et Tachkent, mais n'englobe pas vraiment la Russie, malgré le haut degré de dialogue entre les deux Grands d'hier.

### 1.3.2. Le nouvel ordre mondial.

La deuxième idée américaine de l'après- guerre froide était le « Nouvel Ordre Mondial ». La guerre contre l'agresseur iraquien avait été menée par une coalition assemblée par les Etats-Unis , avec l'autorisation explicite du Conseil de Sécurité et le soutien de l'Union soviétique . Ailleurs dans le monde , l'influence modératrice de Moscou sur ses anciens protégés et alliés permettait le règlement de situations qui n'avaient jamais pu être résolues dans le contexte de la guerre froide : guerre civile au Cambodge , affrontements et guérillas en Amérique Centrale, indépendance de la Namibie et fin de la présence des Cubains en Angola.

George Bush parla du « Nouvel Ordre Mondial » dans un discours au Congrès en septembre 1990, en pleine crise du Golfe. Il s'agissait de bâtir un monde dans lequel le règne de la loi et non celui de la jungle régirait le comportement des nations . Dans cette période de l'automne et de l'hiver 1990 – 1991 le président cita quarante – deux fois en public le « Nouvel Ordre Mondial ».

Que recouvrait cette formule ? On voit bien en quoi consistait l'ancien ordre, fondé sur l'affrontement entre deux blocs. Cet affrontement bloquait les possibilités de règlement des conflits locaux , mais l'équilibre stratégique limitait le risque d'un conflit global : « Paix impossible, guerre improbable » . Le propos de George Bush était une constatation : des choses inimaginables durant la guerre froide devenaient possibles maintenant. Le changement d'attitude de l'Union soviétique en était la cause principale.

Si les Etats-Unis voulaient aller au – delà de cette constatation, il leur fallait préciser leurs idées . Un nouvel ordre suppose des changements dans les institutions, dans les règles , dans les habitudes , ou les trois à la fois.

S’agissait – il de permettre à l’ONU de mieux s’acquitter de son rôle ? On aurait pu, par exemple, ressusciter les clauses de la Charte qui ont créé un Comité d’état-major composé des membres permanents , pour préparer les opérations militaires de l’Organisation, ou l’article qui prévoit la conclusion d’accords entre le Secrétaire général et les pays membres pour la mise à disposition de l’ONU de moyens militaires . Pour des raisons tenant à la guerre froide , ces dispositions n’avaient pas été appliquées. A l’époque de la guerre du Golfe, les Soviétiques ont demandé que l’on revitalise le Comité d’état-major, mais les Etats-Unis ne l’ont pas accepté.

Les Etats-Unis auraient pu proposer une réforme radicale de la Charte. Ils étaient assez forts, peut-on penser , pour qu’une initiative visant à éliminer le droit de veto des membres permanents, ou à en limiter l’application, ne leur fasse pas courir de grands risques, et elle leur aurait valu une grande popularité.

On aurait pu au contraire ramener au centre du tableau la formule des « quatre policiers » chère à Roosevelt (cinq si l’on comptait la France), en systématisant les consultations entre eux, pour passer en revue régulièrement tous les points chauds, et tenter d’arrêter une stratégie de maîtrise des conflits. Cette procédure, préconisée par l’Angleterre, eut cours pendant deux ou trois ans, puis fut peu à peu négligée.

D’une manière ou d’une autre, il aurait été souhaitable de définir un nouveau partage des responsabilités entre les grandes puissances, l’ONU, les alliances et les organisations régionales.

Les propos américains sur le Nouvel Ordre créaient l’impression qu’il y aurait dans l’architecture future de la sécurité internationale un fort élément multilatéral et notamment un rôle renforcé pour l’organisation de New York , et aussi que les Etats-Unis , au lieu d’agir seuls, travailleraient davantage avec leurs alliés.

Ces attentes n’ont pas été remplies. Les Etats-Unis n’ont rien proposé pour relancer l’action des Nations Unies ou pour établir de nouveaux arrangements pour le règlement des conflits et le maintien de la paix . Le flot abondant des propos sur le Nouvel Ordre Mondial s’est peu à peu tari.

George Bush n’a jamais expliqué pourquoi le slogan est resté sans effet ,mais il n’est pas trop difficile d’en reconstituer les raisons. Tout d’abord, quand ils se sont attaqués au premier problème à l’ordre du jour après la guerre du Golfe, qui était le processus de paix israélo-arabe, ils ont tenu à agir seuls comme ils l’avaient fait lors des phases précédentes. Ils n’ont pas voulu partager le contrôle d’une entreprise aussi essentielle dans une région où leurs intérêts étaient de première importance. Ils se fondaient aussi sur l’idée que la formule concurrente d’une conférence internationale était rejetée par Israël. Ils n’ont pas impliquée aucun autre pays , si ce n’est en faisant estampiller le résultat de leurs négociations préliminaires par les Soviétiques, invités à co-présider la réunion de Madrid par pur souci de symétrie. Bien plus, ils n’ont attribué aucun rôle à l’ONU alors qu’il s’agissait de tirer les conséquences des résolutions du Conseil de sécurité. Quant aux Européens, la seule fonction qui leur était laissée était de coopérer au volet multilatéral des négociations, c’est à dire qu’on comptait sur eux pour financer le développement économique de la région.

D’autre part , les Etats-Unis ont sans doute pensé que tout système de consultation systématique entre les membres permanents aurait limité leur liberté d’action et aurait

conféré à la Russie, à la Chine, au Royaume-Uni et à la France un statut de fausse égalité ne correspondant pas à leurs capacités réelles. Les Etats-Unis avaient gardé de l'époque de la guerre froide l'idée que les choses vraiment sérieuses à discuter avec la Russie, comme par exemple tout ce qui touche au nucléaire, devaient être traitées en tête-à-tête, sans y mêler de pays de rang inférieur.

A partir de 1992, les interventions extérieures difficiles en Bosnie et en Somalie mirent en lumière l'incompatibilité entre des conceptions américaines souvent fondées sur la réprobation et la punition du perturbateur, et une tradition onusienne du maintien de la paix privilégiant le consentement des parties. Dans les occasions où ces deux logiques étaient appelées à s'appliquer de façon concomitante, on aboutit à la paralysie et à l'exaspération. C'est ce qui advint lorsque la « double-clé »- l'autorisation de l'ONU et de l'OTAN-était nécessaire pour des frappes aériennes en Bosnie. En Somalie, le gouvernement de Washington, qui avait pris l'initiative de remplacer l'opération humanitaire de l'ONU par une intervention plus musclée sous commandement américain, rejeta le blâme sur l'organisation de New York lorsque les choses tournèrent mal. A travers ces épisodes s'est développée à Washington une méfiance à l'égard des Nations Unies sur laquelle le Congrès a surenchéri lorsqu'il est passé entre les mains des républicains.

On voyait dans le même temps progresser l'idée que l'OTAN, dont la tâche originelle devenait plus hypothétique, pourrait trouver un rôle dans le maintien de la paix. Washington a poussé activement cette idée à partir de 1993. Dans l'affaire de Bosnie, le rôle militaire de l'OTAN a été limité, sauf pour l'offensive finale. Au contraire en 1999, dans la crise du Kosovo, l'Alliance atlantique a bombardé pour forcer Milosevic à retirer ses forces et à accepter un accord. Après quoi l'OTAN a organisé la surveillance de son application tandis que l'ONU prenait en charge l'intervention civile.

Les bombardements de la Serbie ayant été déclenchés par l'OTAN sans autorisation du Conseil de sécurité, les plus ardents des diplomates américaines en ont tiré argument pour proclamer la valeur du précédent : On l'avait fait une fois, on pouvait le refaire. Désormais l'OTAN pouvait d'elle-même entreprendre des opérations de police pour le compte « de la Communauté internationale ». La France, soutenue par le Secrétaire général des Nations Unies, a nié toute valeur de précédent à l'événement.

Le point est important, car avec la doctrine du mandat permanent confié à l'OTAN, on était sur le point d'arriver à une réelle mutation du système de sécurité internationale, mais pas à celle que la plupart des nations auraient souhaitée. Dans l'esprit des Américaines, la lune de miel de 1990 avec la Russie terminée, il serait bon de pouvoir se passer des Russes en faisant donner l'OTAN directement. A la limite, pour eux, le vrai « Nouvel Ordre Mondial » en 1999, c'eût été l'OTAN dans le rôle de gendarme muni en permanence d'un mandat en blanc.

#### 1.3.4. L'empire panaméricain.

L'Amérique, depuis toujours, doit son dynamisme à sa poursuite incessante de la « frontière ». Au XIX<sup>ème</sup> siècle déjà, la fin de la conquête de l'Ouest avait été vécue comme un traumatisme majeur. Les « valeurs » américaines- individualisme conquérant, instinct de la démocratie, volonté d'offrir une opportunité de vie meilleure à chacun indépendamment de ses origines (sauf à l' « ennemi » autochtone)- dépendaient en effet étroitement de l'idée que l'on se faisait d'un territoire vierge et sans bornes. La jeune nation, fidèle à ses principes, se devait donc de trouver de nouveaux espaces à conquérir.

L'impérialisme naval d'un Theodore Roosevelt et les vagues d'investissements américains à l'étranger ont balisé cette « frontière » désormais élargie à la planète tout entière. Quant au rêve américain, il continuait de se nourrir de l'arrivée massive de nouveaux citoyens, immigrants venus du monde entier .

Jusqu'à la chute du mur de Berlin, l' « Occident » incarnait l'extension maximale de l'influence de l'Etat -nation américain. Ce modèle de « république impériale » se révèle toutefois inadapté aux responsabilités mondiales de la Maison Blanche et fait place progressivement à un empire de type nouveau à vocation planétaire. Mais qu'en est-il alors de la « frontière » ? Que se passe-t-il si l'Amérique -monde se confond avec l'univers et qu'il n'y a plus rien à conquérir ? L'Empire démocratique, certes, doit encore intégrer les deux derniers no man's land du globe : la Russie et la Chine. S'il peut y trouver un répit, il doit déjà envisager sa propre mutation. Washington, en effet , ne pourra plus fonder sa puissance sur l'expansion permanente s'il n'existe plus de nouveaux horizons et que le monde entier chemine vers une sorte de citoyenneté impériale . De même, le rêve de réussite individuelle, qui fait corps avec le mythe de la frontière , risque de ne plus être suffisant pour gérer pacifiquement la multitude de tensions identitaires à travers le globe.

A une époque où il faudra consolider ses institutions et conserver ses ressources (au XXIème siècle, les problèmes de l'environnement par exemple seront déterminants), on ne peut faire l'économie de bons administrateurs. Le conseil de l'empereur-président, ses départements et agences gouvernementales devront se peupler de serviteurs publics zélés, bons connaisseurs de la planète et qui feront passer le service de l'Etat avant leurs intérêts individuels. Peu importe leurs origines ethniques, nationales, religieuses et même leurs ambitions, à condition de communier dans ce culte de la puissance publique et de partager la nouvelle morale civique qu'il exige. Ce besoin d'une élite que l'on pourrait qualifier de « neo-stoïcienne » est d'ailleurs déjà à l'œuvre dans l'administration américaine. Bill Clinton n'a-t-il pas imposé à ses principaux collaborateurs des règles « éthiques », modestes au regard des discours vertueux, mais parmi les plus sévères établies à Washington depuis au moins un siècle et demi ?

A la différence cependant de la Rome antique, l'Empire démocratique moderne est directement confronté au brassage mondial de cultures et aux crispations communautaires qu'engendre un tel mélange. Sans débouchés territoriaux nouveaux pour atténuer les conflits, il ne lui reste plus que deux outils de gestion : à court terme, la carotte et le bâton , la gratification et la répression au coup par coup la promotion ; à long terme , la promotion constante du métissage. En dépit de toutes les exclusions racistes aux Etats-Unis mêmes, les dirigeants de l'Amérique-monde savent que leur avenir passe par le syncrétisme culturel. George Bush, dans son message sur l'état de l'Union, le 28 janvier 1992, affirmait déjà , sans ambages : « Il y a une montée ces temps-ci d'une sorte d'amertume, de commentaires racistes et antisémites , d'un sentiment de division croissante. Franchement, cela n'est pas nous. Cela n'est pas ce que nous sommes. Et cela n'est pas acceptable. » Bill Clinton est encore plus net : « Regardez notre nation d'immigrés et réfléchissez au monde vers lequel nous allons. Voyez combien nous sommes divers, multiethniques et multilingues- et cela dans un univers où la capacité de communiquer avec toute sorte de gens et de les comprendre sera déterminante .»

Avec le NAFTA et l'initiative « Entreprise pour les Amériques » , c'est une indispensable et immense base territoriale qui s'ouvre au pouvoir impérial : la totalité de l'hémisphère américain, de l'Alaska à la terre de Feu. La décision de lier son destin à celui de tout le Nouveau Monde est parfaitement logique. L'Amérique méridionale et centrale

n'est-elle pas justement experte en matière de métissages ? Reste qu'on ne peut prévoir comment ses cultures américaines finiront par fusionner. Ni à quel rythme pourra surgir une forme de citoyenneté panaméricaine, permettant l'accès de tous les « Américaines » méritants aux fonctions du pouvoir impérial.

Les premiers signes d'une métamorphose des Etats-Unis sous l'influence des Mexicains, de leur langue et de leur culture, sont plutôt de bon augure. L'hémisphère américain, possède en outre un avantage décisif sur toutes les régions du globe : là, en dépit du racisme ordinaire commun à toute la planète, l'étranger et l'immigrant sont toujours considérés comme une richesse. Ailleurs, en Europe, en Asie ou en Afrique, ils sont d'abord perçus comme un problème qu'il faut, mieux savoir gérer, au pis éliminer. Les « Américains », au nord comme au sud, sont donc seuls à posséder le savoir et le savoir-faire indispensables pour gérer l'internationalisation du monde. Les modèles d'organisation sociale pour le XXI<sup>ème</sup> siècle s'élaborent ainsi presque exclusivement dans l'hémisphère américain.

Les fiançailles des deux Amériques ne garantissent pas pour autant qu'elles se marieront et auront de beaux enfants. Le Nord anglo-saxon et protestant, malgré la violence des affrontements raciaux et le refus des métissages, a réussi à éviter le démembrement et la ruine grâce à l'exaltation de l'individualisme et à une prospérité économique assez largement partagée. Le Sud luso hispanique et catholique, portant fondé sur le meurtre originel des populations autochtones, a lui aussi écarté le danger des conflits intercommunautaires généralisés. Grâce au mélange des peaux d'abord, et à une grande tolérance sexuelle. Et en acceptant la curieuse synthèse entre des aspirations égalitaires propres aux sociétés de pionniers, et une hiérarchie sociale inégalitaire fondée sur des liens d'allégeance personnels (familles, clans, régions...).

L'Empire démocratique washingtonien se condamnerait à l'autoritarisme à courte vue, et finalement à l'échec, sans la liberté de corps, le respect de l'Etat et les réseaux de liens personnels qui suscitent le dévouement et canalisent le jeu des intérêts purement individuels. L'Amérique du Nord saura-t-elle faire une place à ces valeurs « sudistes » ? Quoi qu'il en soit, le sort de l'empire dépend également de l'hémisphère américain tout entier. L'Amérique latine devra donc, elle aussi, intégrer les valeurs chères aux « nordistes » : la compétition entre individus libres, une loi s'appliquant à tous indépendamment de la place qu'on occupe dans la hiérarchie « informelle », la transparence d'une vie politique démocratique. Si le métissage réussit, le XXI<sup>ème</sup> siècle sera sûrement panaméricain. Et non pas seulement « états-unien ».



## 2. L'UNION EUROPEENNE ET L'AMERIQUE LATINE.

### 2.1. Vers une nouvelle Amérique Latine.

Depuis une quinzaine d'années , les pays de l'Amérique Latine ont entamé une mutation très profonde de leur histoire politique, sociale et économique, sans que l'on puisse dire avec certitude qu'elle soit irréversible. Les régimes militaires ont disparu les uns après les autres et l'Amérique Latine , tout en rentrant avec tâtonnement dans le monde de la démocratie semble avoir aussi opté pour celui de la croissance économique.

Le retour à la vie parlementaire normale, à la formation de gouvernements qui respectent le scrutin des urnes, la liquidation de séquelles de dictatures plus ou moins fascinantes, le recul des nationalismes sont autant d'indices du chemin de l'Amérique Latine vers la modernité politique et économique. En même temps , cette transformation à la fois cause et conséquence de la mondialisation de l'économie a stimulé la volonté de coopération des pays latino-américains entre eux. C'est là une seconde révolution. Traditionnellement ces pays étaient enkystés dans leurs revendications territoriales et leurs ressentiments ou leur agressivité les uns vis-à-vis les autres. L'essor et la multiplication des instances de coopération économique est un facteur là aussi qui contribue à donner au continent son visage actuel. En dernier lieu, cette insertion de l'Amérique Latine dans le marché mondial ou plutôt dans l'économie mondial opère un désenclavement du continent non seulement dans le cadre d'un panaméricanisme rénové, à l'initiative des Etats-Unis, mais aussi vers d'autres régions du monde comme l'Asie, l'Europe ou l'Afrique. C'est certainement depuis la fin de la période de l'indépendance, en 1820, l'époque la plus marquante, la plus innovatrice de la vie politique de ses pays.

1979 pour l'Equateur, 1980 pour le Pérou , 1982 pour la Bolivie, 1983 pour l'Argentine, 1984 pour le Brésil, l'Uruguay et le Salvador , 1989 pour le Chili, le Panama, le Paraguay, 1990 pour le Nicaragua, etc. La cessation des dictatures s'égrène à partir des années quatre-vingt , comme une espèce de contre- fatalité à la fascisation au continent depuis les années soixante. Les militaires rendent le pouvoir aux civils et les civils reprennent le pouvoir avec la préoccupation majeure de développer l'économie. En effet , ce retour à la démocratie ne se fait pas sans défis. Ceux-ci ne sont pas aujourd'hui des défis politiques, ils sont des défis sociaux . Dans la plupart des pays latino-américains, la population a triplé, voire quadruplé , voire encore plus. C'est dire que tous les progrès économiques rendus déjà difficiles par

l'archaïsme des économies sont rongés systématiquement par cette augmentation de la population due au maintien d'une forte natalité et surtout au progrès de l'hygiène qui assure un allongement de la vie.

Cet essor des populations s'accompagne comme dans tous les pays qui connaissent des problèmes de développement d'une urbanisation complètement incontrôlée. La surcharge des populations rurales pousse vers les grandes villes et les villes moyennes, ce surplus misérable qui n'arrive plus à s'employer ou à se nourrir.

Le retour à la démocratie politique rencontre dans l'explosion démographique et l'urbanisation démentielle un premier défi à soulever. Que l'on veuille bien se souvenir qu'il y a plus d'habitants à Mexico qu'en Tchécoslovaquie, et que les grandes villes du Brésil comptent à elles seules plus d'habitants que la plupart des pays de la taille moyenne de l'Europe. Comment assurer non seulement le plein emploi, mais un minimum de décence économique à ces populations ? Tel est le premier handicap du retour à la démocratie. Ce retour à la démocratie n'est pas menacé pour l'instant par les militaires, il est menacé par la perspective de multiplication de la misère, malgré des décollages économiques importants comme celui que l'on a vu au Chili et en Argentine après la disparition des régimes dictatoriaux.

Le second défi posé à ce retour à la démocratie est le maintien d'une très forte dette extérieure des Etats qui ne peut que les assujettir encore plus aux lois du marché international et à la domination des grands flux financiers et des instances internationales, comme le FMI.

Surpopulation, dettes difficilement épongeables, urbanisation déstructurante et déstructurée, l'Amérique Latine peut connaître aussi des révoltes sociales dans le cadre de cette démocratisation. Si les maquis issus de la période précédente sont moribonds, comme c'est le cas en Colombie ou au Venezuela, de nouvelles fractures violentes de la société sont susceptibles d'apparaître, notamment chez les exclus. Les troubles importants actuellement au Chiapas mexicain où des populations traditionnellement exclues d'un lien sont aujourd'hui en train de se révolter est un signe avant-coureur d'une révolte pas seulement ethnique, mais d'une révolte de la misère. Comme dans tous les pays en voie de développement, les opinions publiques en Amérique Latine aujourd'hui sont mieux informées que leur parents ou leur grands-parents. L'heure de la résignation a cessé avec le développement des médias et la gravité de la contestation n'en est que plus profonde.

Autre défi qui lui ne concerne que quelques pays, le narco- terrorisme. Dans les pays producteurs de drogue : Colombie, Bolivie, Pérou, Venezuela, Equateur, l'Etat s'avère impuissant à réduire les féodalités nées de la production et de la transformation de la drogue. Il ne s'agit pas simplement de la part de ces délinquants de pratiques délictueuses, criminelles sur une grande échelle, mais bien plutôt du développement de « zones grises » ou bien de zones où la criminalité s'est substituée à l'Etat comme régulateur et structure dirigeante de la société.

Le rapprochement de ces différents facteurs de déstabilisation de la démocratie peut déboucher sur des conclusions inquiétantes. La vie politique normale inspirée des grandes démocraties occidentales, fondée sur un exécutif plus ou moins fort sur une vie parlementaire régulière et sur des parties politiques et des syndicats sauront-ils répondre à cet ensemble de traumatismes collectifs ou doit-on s'attendre à d'autres soubresauts, lesquels ne seraient pas de simples retours de dictatures, et pourraient être de nouvelles crises des sociétés latino-américaines ? Il ne s'agit pas là d'hypothèses veines. La montée des contestations sociales en Amérique du Sud, même si elle est mal perçue en Europe, est un phénomène très important. Certes il n'est pas nouveau, mais dans une société qui précisément s'est désenclavée non seulement politiquement, mais au niveau de toutes les techniques modernes de communication, la misère sociale peut-elle, elle, sur une grande échelle être tolérée très longtemps ? C'est cette question qui déterminera la géopolitique future de l'Amérique Latine car si à horizon d'une dizaine d'années, la paupérisation des populations s'accroît, non seulement l'Amérique Latine perdra de nouveau la démocratie, mais elle risque de se révéler être la proie de convulsions sociales aux conséquences imprévisibles. C'est certainement conscient de cet état de fait, que les nouvelles élites politiques se sont lancées dans le développement économique et plus précisément dans la coopération régionale.

## 2.2. Les regroupements régionaux.

Ce retour quasi généralisé à la démocratie dans les pays d'Amérique Latine s'est accompagné d'une modification des relations extérieures de ces pays. Non seulement la démocratisation s'est traduite par un recul du nationalisme dans chacun de ses pays, et par une certaine atténuation des tensions, des frictions et des rivalités héritées du passé, mais elle a débouché sur un phénomène nouveau : la volonté de se regrouper à plusieurs pour essayer de favoriser un décollage économique. Dans un continent aussi marqué par les choc nationalismes, choc qui même s'il a engendré moins de drames qu'en Europe, a toujours été quand même la caractéristique essentielle de l'histoire latino-américaine, cette volonté est une véritable révolution. La première tentative pour surmonter le poids des nationalismes et tenter de

constituer un ensemble a été la signature en 1969 du pacte Andin. Ce pacte regroupait la Bolivie , l'Equateur, le Pérou, la Colombie et le Venezuela, en vue d'une simple union douanière. Force est de constater que ; malgré les efforts déployés pour sa création, ce pacte Andin n'a pas tenu toutes les promesses que l'on pouvait attendre de cet embryon d'organisation régionale. Le pacte andin n'a pas très bien fonctionné en raison justement des montées des suspicions entre les pays signataires. Simple union douanière et non pas tentative de créer un espace économique homogène, le pacte Andin a connu un redémarrage dans les années 90 qui n'a pas empêché le Venezuela de se retirer en 1992. Né à peu près à la même époque , le Marché commun centre-américain qui regroupait le Costa Rica, le Guatemala le Honduras, le Nicaragua et la Salvador a connu le même destin. Cette union douanière qui avait essayé de se renforcer en mettant en place une unité de compte fixe avec le dollar , le peso centre-américain, le MCCA n'a pas résisté aux tensions nationales que connaît l'Amérique Centrale. Les dissensions le Guatemala et le Salvador, et surtout entre le Salvador et l'Honduras lors de la guerre du football , ont provoqué un enlisement de cet accord régional qui depuis n'a pas réussi à redémarrer sérieusement . En fait , cette vague de regroupement des années 80 pour assister à la création de véritables organisations d'intégration économique ou politique. Depuis cinq ans , le continent s'est organisé à travers une série d'accords de coopération. Le premier ne concerne pas l'Amérique du Sud mais la partie nord de l'Amérique Latine, c'est l'ALENA, accord où le Canada , les Etats-Unis et le Mexique essayaient de créer un marché commun nord-américain. Par contre coup , cet accord d'ALENA a favorisé un regroupement en 1993 du Guatemala ,du Honduras , du Nicaragua et du Salvador dans un nouveau marché centre-américain, le Centro-America 4 , qui se veut un pôle de négociation avec l'ALENA. Mais cette petite structure est limitée par l'absence du Costa Rica, du Panama et aussi du Belize.

Plus au Sud, le milieu des années 80 a vu la création du groupe de Contadora qui était plutôt un regroupement politique pour faire face à la progression de la subversion sandiniste du Nicaragua ; ce groupe qui se voulait un groupe de médiation regroupait la Colombie le Mexique , le Panama et le Venezuela. Le changement de panorama politique dû à l'effondrement du communisme et à la fin des expériences sandinistes au Nicaragua a réduit les activités du groupe de Contadora. D'une toute autre portée politique et économique a été la mise en place du groupe du Rio. Ce groupe , créé en 1986, compte onze pays . Son mode de fonctionnement consiste essentiellement en des réunions ministérielles. Lieu de concertation politique , il évolue de plus en plus vers un lieu de régulation économique des pays de l'Amérique du Sud. Le groupe de Rio a été et demeure une instance qui a joué un rôle positif dans la décrispation des relations interaméricaines. Ce groupe dispose aussi d'une certaine représentativité du continent à l'extérieur puisque , depuis plusieurs années , il entretient des relations régulières avec les instances européennes de l'Union.

Mais la création la plus importante en termes de regroupement économique a été celle du MERCOSUR. En effet , par le traité d'Asuncion en 1991, l'Argentine, le Brésil , l'Uruguay et le Paraguay ont décidé d'harmoniser leur politique économique et de créer un marché commun. L'originalité du MERCOSUR est double. D'une part , il regroupe des pays

fondamentalement rivaux, comme le Brésil et l'Argentine, pays dont l'affrontement ou en tout cas le face-à-face a été la structure de base de l'histoire latino-américaine. Le MERCOSUR repose du point de vue économique sur le dynamisme de l'économie brésilienne avec son triangle Sao Paulo-Rio-Porto Alegre, ainsi que sur le développement important de l'économie argentine depuis quatre ou cinq ans. Pour la première fois en Amérique du Sud, une organisation régionale disposant de six structures motrices (conseil du Marché commun, groupe du Marché commun commission du commerce, commission parlementaire, forum consultatif et secrétariat administratif), est-il en train de réussir.

### 2.3. L'Union européenne : un modèle et un partenaire.

L'Union européenne est à la fois un modèle et un partenaire pour le Mercosur en matière économique. Les liens historiques, culturels et religieux très anciens avec le vieux continent continuent à faire de celui-ci un pôle d'attraction, d'autant plus qu'il est en pleine mutation.

Le processus d'intégration sous-régionale dans le cône sud-américain présente certaines ressemblances avec la construction européenne, qui est, somme toute, la seule expérience d'intégration économique réussie jusqu'à maintenant. Le parallèle entre l'axe franco-allemand, initiateur et aujourd'hui moteur du projet européen, et le tandem Brésil et l'Argentine est saisissant.

Le Mercosur, comme à l'époque la Communauté économique du charbon et de l'acier, semble marquer la fin d'une rivalité séculaire entre le Brésil et l'Argentine. Il est important de souligner l'aspect stratégique de cette nouvelle relation, car le Mercosur ne pouvait pas exister tant que des rapports d'entière confiance, qui allaient même jusqu'au partage de programmes de recherche en matière nucléaire, n'étaient pas établis entre les deux pays. Cette nouvelle relation politique et économique entre le Brésil et l'Argentine constitue la base philosophique indéniable et le plus grand soutien matériel du Mercosur.

Constitué de vingt-quatre articles seulement, le traité d'Asuncion ne peut cependant pas être comparé au traité de Rome, qui a créé le Marché commun européen : il ne comporte pas de structures communautaires ni ne prévoit d'organes supranationaux, pas plus qu'il n'envisage des aspects normatifs aussi vastes, par exemple, que la politique agricole commune dont les paramètres sont définis au sein de la Commission européenne. En fait, il se rapproche beaucoup plus de la convention BENELUX de 1944, complétée par le protocole de la Haye en 1947, qui a institué une « union douanière » entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas.

Poursuivant les mêmes objectifs intégrationnistes que le Marché commun européen, le Mercosur connaît également le même type de problèmes, liés à la dimension et au potentiel très disparates des Etats et, surtout, le dilemme entre approfondissement et élargissement. L'intégration du Chili dans le Mercosur constitue toutefois un objectif prioritaire pour les promoteurs de l'intégration régionale, du fait du dynamisme et du poids économique de ce pays. Le Mexique, bien que membre de l'ALENA, a fait acte de candidature au Mercosur en novembre 1996.

L'adoption d'une structure économique et politique proprement « communautaire » dans le Mercosur a, pour le moment, été reportée. DES discussions sont en course afin de définir, selon les termes de l'article 18 du traité d'Asuncion, « la structure institutionnelle définitive des organes d'administration du marché commun, ainsi que les attributions spécifiques de chacun d'entre eux et leur système de prise de décisions ».

L'expérience historique de l'Europe confirme, d'une manière générale, que l'une des tâches les plus difficiles dans le processus d'intégration est précisément l'attribution de pouvoirs supranationaux à des organes dont la constitution et le fonctionnement obéissent à un régime proprement communautaire. En Europe, cette tâche a été facilitée par la perception d'une destinée commune face aux mêmes défis. En Amérique Latine, probablement plus que dans tout autre continent, les Etats, à travers leur culture et leur doctrine juridiques, sont extrêmement jaloux de leur souverainetés nationales respectives.

L'Union européenne est le principal partenaire de pays du cône sud (environ un quart des importations du Mercosur provient des pays de l'UE) et le bilan de leurs échanges

Commerciaux est favorable à ces derniers. L'UE constitue la plus importante source d'investissements étrangers directs dans les pays du Mercosur : ainsi la principale entreprise française est la Lyonnaise des eaux-Dumez.

Les premiers contacts officiels entre les deux partenaires datent de 1992 avec la signature d'un « accord de coopération interinstitutionnelle entre la Commission des communautés européennes et les institutions du Mercosur ».

Ils se sont poursuivis, le 22 décembre 1994 à Bruxelles, avec l'adoption de la déclaration solennelle conjointe entre le Mercosur et l'Union Européenne » qui prévoyait la négociation, en 1995, d'un accord-cadre interrégional de coopération économique et commerciale. Cet accord devrait déboucher sur la création d'une « association interrégionale

politique et économique » dans le cadre de laquelle sera établie, de manière réciproque et progressive, une zone de libre échange abolissant toute restriction commerciale. Quelques jours auparavant, le 17 décembre, par le "protocole d'Ouro Preto », qui modifiait le Traité d'Asuncion, le Mercosur s'était doté de la personnalité juridique internationale.

Enfin, plusieurs rencontres entre les ministres des Affaires étrangères des deux organisations ont eu lieu en 1995 pour élaborer un accord- cadre conduisant à une « association interrégionale entre les deux blocs ». Les pays européens, quelque peu en recul par rapport à la déclaration solennelle de Bruxelles, ont préféré ne pas avancer sur le chemin d'une libéralisation immédiate des échanges, qui devrait tenir compte, politique agricole commune oblige, de la « sensibilité » de certains produits. Les pays du Mercosur avaient de leur côté insisté pour inclure le concept de "création d'une zone de libre-échange », afin d'indiquer clairement ce que l'on entendait par « accord d'association ».

Une importante mutation géopolitique est intervenue dans ce grand-espace géo-économique du Cône Sud, en projetant une nouvelle entité communautaire dont l'impact va s'exercer pleinement au début du XXIème siècle. Les facteurs géographiques, historiques, politiques et humains au sein même du sous-continent seront déterminants, en termes de division ou d'unité, pour la poursuite du processus. De même, l'influence des Etats-Unis pèsera d'un poids considérable, tant au plan politique qu'au plan commercial, par l'attraction qu'exerce le grand marché de l'Alena.

Malgré les rapprochements récents et la volonté affichée de coopération, les relations de l'Union européenne avec l'Amérique latine ne sont pas ce qu'elles devraient être. Elles sont ambiguës dans la mesure où les Européens, tout en apportant beaucoup à cette région, ont plutôt tendance aujourd'hui à réduire leur contribution.

Il semble, en fait, que l'Europe, et notamment la France, ne s'intéresse pas assez à l'Amérique latine au moment où s'ouvre une ère de réalisme et où le rapprochement avec les Etats-Unis, qui paraît bien devoir être irréversible, risque de conduire tout le continent américain à un isolationnisme vis-à-vis de l'Europe capable d'inclure même le Japon. L'Europe serait alors encore plus loin du Pacifique, aire des pays en plein développement, alors que les nations du vieux continent ont la même culture, la même langue, la même religion que les pays sud-américains.

La France, en particulier, devrait y penser et ne pas suivre aveuglément la mode actuelle, qui a les yeux fixés à l'Est, ou la routine, qui privilégie toujours l'Afrique.

#### 2.4.Perspectives.

En 2010, L'Union européenne comptera plus de 600 millions d'habitants (ils seront 375 dans l'Union européenne et 290 aux Etats-Unis) . Malgré les disparités socio-économiques, elle détient des marchés intérieurs importants. Par exemple, au Brésil, 32 millions d'habitants ont un revenu de plus de 1800 dollars par an. En moyenne et statistiquement, l'Amérique latine est classée parmi les régions aux revenus intermédiaires. Cette réalité démontre le dynamisme des économies latino-américaines qui s'ouvrent au monde, réalité dont la France a pris acte . Cette évolution s'est par une réduction des nationalismes et une forte volonté de regroupement économique régional. C'est avec succès qu'à partir de la fin des années 80 furent créés diverses organisations en faveur de cette politique.

En 1990, l'Aléna a réuni le Canada, les Etats-Unis et le Mexique. En 1991, le Traité d'Asuncion a fondé le Mercosur : il compte 200 millions de consommateurs tandis que sa population regroupe 45% de celle de l'Amérique du Sud dont il couvre 60% du PIB. Il représente en outre le tiers du commerce latino-américain. Les effets de cette logique communautaire se sont vite fait sentir : la réduction des tarifs douaniers , accompagnée par une harmonisation des normes techniques, a permis une augmentation de 40% des exportations des pays membres du Mercosur. Son PIB cumulé est de 1000 milliards de dollars. A l'intérieur de cet ensemble, le Brésil et l'Argentine en représentent 96%.

En Amérique centrale, le SICA a relancé l'idée d'une intégration régionale après la signature du protocole de Tegucigalpa. Il remplace l'Organisation des Etats centraméricaines (ODECA). Son objectif est d'instaurer un développement intégré de ceux-ci dans un climat de paix. Son protocole entend perfectionner la zone de libre-échange, constituer une union douanière et conduire à une intégration monétaire et financière progressive.

Il n'en resta pas moins que les Etats latino-américaines doivent renforcer leur action dans le domaine social : le sous - emploi, la violence rurale et urbaine nuancent les données macro-économiques favorables ; 196 millions d'habitants, soit 38% de la population du continent, vivent avec 2dollars par jour, selon le PNUD. Le taux d'homicides est de 32 pour 100000 habitants. Il a été calculé qu'il faudrait 6% de croissance par an pour résoudre ces problèmes sociaux.

L'Amérique latine se donne les moyens d'exister dans le monde d'autant plus qu'elle entend procéder à une diversification de ses interlocuteurs. Elle espère créer ainsi une dynamique nouvelle , elle veut s'ouvrir à de nouveaux espaces parmi lesquels l'Europe occupe

une place de choix. C'est dans ce contexte que la France peut opérer un retour espéré et à la hauteur de son image sur ce continent.

**CONCLUSION.**

Le succès de la Maison Blanche en Amérique latine et en Asie-Pacifique couronnent une véritable stratégie de contournement des principaux adversaires- partenaires économiques japonais et européens. Les zones de libre-échange asiatique et sud-américaines -et leur éventuelle intégration au grand marché nord-américain –représentent un extraordinaire défi pour le Japon et l'Europe occidentale. L'un comme l'autre savent qu'ils ne peuvent vivre en vase clos.

La perspective du marché européen a stimulé les échanges au sein de l'Union. Mais à force de privilégier son marché « intérieur », l'Union a perdu du terrain dans le reste du monde, en particulier dans les domaines de pointe stratégiques. L'innovation technologique sur le Vieux Continent accuse un retard de plus en plus important sur ses concurrents américains et japonais. Et une part croissante du PNB européen est affectée à des subventions pour maintenir en des industries en voie d'obsolescence. Le Japon, lui, se retrouve dans la désagréable situation de l'arroseur arrosé : non seulement son économie dépend de plus en plus du bon vouloir de ses clients étrangers, mais il doit aussi faire face à une redoutable concurrence américaine et asiatique sur son propre marché intérieur. Européens et Japonais se retrouvent donc coincés entre la domination américaine en matière de technologies d'avenir et le bataillon des pays « émergents » plus compétitifs dans les industries traditionnelles.

En prônant un réseau d'accords commerciaux liant le grand marché nord-américain avec l'Amérique du Sud, l'Asie du Sud-Est et même l'Europe de l'Est , la Maison Blanche met en place une sorte de nœud coulant autour de la puissance économique de ses principaux concurrents. Bruxelles et Tokyo sont donc sommés de choisir : soit l'ouverture des marchés et l'intégration dans le grand ensemble de l'Amérique-monde, soit la lente asphyxie par la perte des marchés d'exportation. Un choix que l'imperator-président impose également aux Etats-Unis et aux lobbies protectionnistes internes.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ANDREANI Jacques, L'Amérique et nous, Paris, 2000

MOREAU-DEFARGES Philippe, Les institutions européennes, Paris, 1998.

THUAL François, Géopolitique de l'Amérique latine, Paris, 1996.

VALLADAO Alfredo G. A ,Le XXI<sup>ème</sup> siècle sera américain, Paris, 1993.

L'ANNEE STRATEGIQUE, sous la direction de Pascal BONIFACE, Paris, 2000.